

cerises

EN TRANSITION

ROUGE, AIGRE-DOUX – N°002 – VENDREDI 16 NOVEMBRE 2018

A la reconquête de la sécu

La bourgeoisie n'a jamais vraiment admis le principe même de la Sécurité sociale : « *de chacun selon ses moyens, à chacun selon ses besoins.* » Pas très capitaliste !

Des ordonnances gaullistes de 1967 instaurant la parité entre patronat et syndicats à l'étatisation rampante (critères de convergences de l'Union européenne obligent, le budget de la Sécurité sociale étant inclus dans les dépenses publiques) une lente offensive a érodé le fonctionnement de la Sécurité sociale. Aujourd'hui, Macron cherche à porter le coup de grâce. En fidèle de l'idéologie néo-libérale, il met l'accent sur le capital (mérite, effort, talent, etc...) que chaque individu est libre de faire fructifier : « *le pilier premier de la politique sociale à laquelle je crois est une politique de l'émancipation de chacun qui libère du déterminisme social, qui s'affranchit des statuts* » (Discours de Versailles le 10 juillet 2018).

On nous gave avec la notion de charges patronales. C'est une astuce, elles ne sont pas prises sur les revenus du capital mais sur la valeur ajoutée. C'est comme si on disait que les salaires étaient pris sur la part patronale ! Pour accroître encore l'intérêt du capital, l'État se limiterait à assumer une couverture minimale qualifiée abusivement d'universelle. Pour le reste, c'est au libre choix des personnes : si vous avez les moyens vous souscrirez une assurance, sinon il vous restera la charité vantée par Macron lors de son homélie aux évêques le 9 avril 2018 en saluant leur rôle auprès « *de la part la plus fragile de notre pays.* »

Les capitalistes veulent la mort de la Sécurité sociale. Pour y faire face, il faut débarrasser ses instances de la présence du capital, en confiant sa vie et son organisation au peuple sous des formes électives avec des mandats de durée resserrée.

Dénoncer les raisons et combattre les effets des choix jupitériens est une nécessité, mais cela restera insuffisant pour espérer les enrayer. Il est impératif de mettre en débat d'autres choix politiques radicalement opposés au néo-libéralisme assumé. Il faut oser affirmer qu'une autre société est non seulement possible mais vitale pour l'avenir de l'humanité : une société libérée de l'avidité des détenteurs du capital, une société fondée sur des bases solidaires, une société où les besoins humains et le respect de l'environnement seront les seules sources des décisions communes.

Malgré l'offensive cherchant à la vider de son contenu et à la faire passer pour une charge, la Sécurité sociale préfigure la société post-capitaliste.

HUMEUR DE CERISES

Un grand nombre de guerres dans le monde ont pour cause réelle l'accès à l'eau.

Si on coupe le robinet, on assèche les guerres ? ●

A lire, signer, voir, écouter

→ [Le serment du 104](#)

AGENDA MILITANT

→ **24 novembre**
[Marche contre les violences sexistes et sexuelles](#)

→ **28 novembre**
[Nous sommes Rosa Parks](#)

→ **29 novembre**
[Émanciper le travail ?](#)

→ **1er décembre**
[Que manque-t-il à nos luttes pour devenir victorieuses ?](#)

● **Émile Fabrol**



Table ronde : que manque-t-il à nos luttes pour devenir victorieuses ?

Dans la pratique les luttes se fixent sur le rejet de mesures provoquées par les forces du capital et on renvoie de fait toute visée post-capitaliste à plus tard. Cette démarche ne sous-entend-elle pas que l'on pourrait aujourd'hui, comme il y a cinquante ans, contraindre les capitalistes à lâcher du lest et intégrer de nouvelles mesures favorables à la justice sociale, la démocratie et à la sauvegarde de l'environnement ?

Nous avons demandé à Benoît Borrits Association pour l'Autogestion, OMOS¹ ; François Lotteau EELV ; Christian Mahieux Union syndicale Solidaires ; Danielle Montel CGT, OMOS ; Catherine Samary NPA ; Pierre Zarka ACU, OMOS, ce qu'ils en pensaient.

1. Observatoire sur le MOuvement de la Société

Christian Mahieux



Il est vrai qu'à l'échelle nationale, aux plans professionnels ou interprofessionnel, les luttes de ces dernières décennies sont des luttes « contre », des combats pour refuser des contre-réformes et résister à des reculs sociaux. Mais cette règle compte des exceptions dès lors qu'on prend en compte les luttes plus locales et/ou catégorielles, dont le caractère victorieux a des conséquences positives qui ne se limitent pas aux aspects matériels ; quiconque y a participé sait les effets d'une lutte collective sur la prise de conscience de ses participantes et participants. On peut se contenter de dire qu'il faut organiser leur convergence ; c'est juste, mais insuffisant s'il s'agit de passer du commentaire à l'action effective. Les luttes

sociales ne croissent pas sous le seul effet de leur addition, ce qui répondrait à une logique uniquement arithmétique, qu'elles dépassent... fort heureusement ! L'état de nos forces organisées collectivement est un des facteurs à

Dans une période de reculs sociaux nous ne sommes pas porté.es par une vague d'espoir

prendre en compte ; de ce point de vue, n'y a-t-il pas urgence à en faire une priorité ? Ce n'est bien évidemment pas le seul élément à prendre en compte, mais il pèse ; d'autant plus dans une période de reculs sociaux où nous ne sommes pas porté.es par une vague d'espoir en l'émancipation sociale ! Oui, des conquêtes sociales sont possibles au-

jourd'hui par nos luttes, et nous devons les mettre en avant car elles sont porteuses d'espoir collectif ; mais elles ne peuvent qu'être limitées. Car l'état actuel du capitalisme fait que ses promoteurs, défenseurs et bénéficiaires ne sont pas en situation de lâcher du lest, dans un souci de « paix sociale ». On le voit dans les affrontements qui portent sur des mesures gouvernementales, mais tout autant dans les entreprises : la violence au travail qu'exercent les directions, et qui provoque la souffrance parmi le salariat, l'illustre. Cela pose directement la question de « la double besogne » pour reprendre une expression, datée mais toujours valable, mise en avant par le syndicalisme révolutionnaire du début du siècle passé : se battre pour nos revendications d'aujourd'hui, mais aussi travailler à la rupture avec le système capitaliste pour construire l'émancipation sociale.

Danièle Montel



Effectivement, cette démarche se calque sur les réalités d'il y a cinquante ans. Mais il y a cinquante ans le rapport des forces sociales et politiques était dif-

férent. Prenons un exemple : celui de l'industrie du médicament, notamment chez Roussel-Uclaf, des mouvements ont permis des augmentations de salaires, de reconnaissance de qualifications, de conquêtes de droits, de formation. Mais, après le tournant néo-libéral engagé dans les années 1980 avec un gouvernement de gauche les déceptions après la prise de participation publique majoritaire dans l'entreprise, c'est l'idée même de dépassement du capitalisme qui ne paraît plus crédible. Dans ce contexte le capitalisme s'organise mondialement. Fusions, concentrations, en France, en Europe et dans le monde se succèdent et attaquent fortement travail, emplois, régions, statuts, acquis. Le rejet des attaques est large, mais s'accompagne du renvoi, de fait, à plus tard, de toute visée post-capitaliste. Les luttes se tronçonnent, se replient sur l'entreprise, l'activité, la catégorie, les jeunes, les plus âgés. Pourtant quelques luttes échappent à ce schéma, telle la lutte pour le maintien du centre de recherches à Romainville (93) au début des années 2000 mobilise des chercheurs de l'entreprise et de la recherche publique pour

Les luttes ne portent pas suffisamment des ruptures essentielles dans la logique de la multinationale.

donner un autre sens à la recherche et mobilise une chaîne d'activités (production, administratifs, entretien, ouvriers, techniciens et cadres), des élus départementaux et régionaux, autour du rôle social de la santé. Et c'est vrai également, que ces luttes ne portent pas suffisamment des ruptures essentielles dans la logique de la multinationale. Constatons aussi que les forces politiques nationales sont fixées sur des échéances électorales. Ainsi, faute d'horizon alternatif, on est passé par étapes dans le pays, d'une posture socialement offensive à une posture défensive. Le capital, lui, repassait à l'offensive en France et dans le monde, menait et gagnait une bataille idéologique (lois du marché, fin de l'histoire).

François Lotteau



La question de savoir si les luttes pour arracher du progrès social aux capitalistes sans chercher à détruire le capitalisme sont *in fine* bénéfiques ou non pour changer la société ne devrait plus se poser aujourd'hui. Nous ne sommes plus dans l'une des crises cycliques de l'accumulation du capital. Ce que nous vivons n'est pas une crise mais une fin. Le capitalisme n'est plus en mesure de lâcher du lest, il ne peut plus intégrer de nouvelles mesures favorables à la justice sociale, la démocratie et la sauvegarde de l'environnement autrement que dans les discours et tout à fait à la marge pour continuer de gagner les élections. En effet, l'extraction des ressources en énergie et matières pour fabriquer des objets est de plus en plus coûteuse à cause de leur raréfaction et de la technologie qui, après avoir permis d'extraire plus et plus vite, perd son avantage en termes de profit par rapport aux bras exploités à bas coût. Il a fallu supprimer la

Nous vivons non pas une crise mais une fin. Le capitalisme n'est plus en mesure de lâcher du lest.

séparation des fonctions bancaires, inventer la titrisation et transformer en marchandises tout ce qui était encore du bien commun afin de spéculer sur tout pour que les banques continuent de produire de la monnaie dopée à la dette. Ce système est dans l'impasse. Il ne tient plus qu'en aggravant le malheur et la force de ses armées et de sa police. Toutes les classes en sont les victimes, comme de la peste au Moyen-Âge. Certains plus que d'autres, mais c'est une seconde raison pour dire que la classe ouvrière directement productrice ne doit et ne peut plus être seule à lutter. La nature même des luttes a changé. Le capitalisme est une idéologie mortifère qui s'est étendue en tous lieux de la terre et dans tous les domaines de la vie. Sa guerre est totale et peut se développer dans ses formes les plus extrêmes. Chaque lutte partielle doit s'inscrire dans la lutte globale sinon elle ressemble à une demande de permission faite du fond de sa tranchée.

Catherine Samary



Dans les années 1968, des « Grenelle » (négociations avec le grand patronat) pouvaient enregistrer des gains. Mais c'était aussi la phase historique où la remise en cause de l'ordre mondial était la plus tangible avec un rapport de force bien plus favorable qu'aujourd'hui. Ce qui a manqué, hier comme aujourd'hui dans des

RÊVE-TOI ET MARX

conditions différentes, c'est un « mouvement ouvrier » (politico-syndical) qui mette en avant une « Économie politique des travailleurs » de tous genres et de toutes origines, en défense de la dignité, des droits et de la satisfaction de besoins de base pour tou.tes, sur des bases d'auto-organisation égalitaire, socialiste et radicale. Il y a cinquante ans, la critique d'un statut des travailleurs appendice de la machine, traités comme des marchandises « jetables » était déjà au cœur des luttes. Mais pas dans la « visée » du « mouvement ouvrier ». Il aurait été possible de mettre à l'ordre du jour ce que les LIP (ou le mai rampant italien) ont fait peu de temps après : le généraliser. Mais il fallait une « visée » socialiste en phase avec les aspirations autogestionnaires du Printemps/automne de Prague ou de Yougoslavie, pas avec le « modèle soviétique ». La colère et la déception de bien des grévistes, le « risque » de contagion des LIP, indiquaient les aspirations à un changement profond de société. Les forces capitalistes dominantes ne s'y sont pas trompées : le capitalisme auquel nous nous confrontons s'inscrit dans une guerre sociale entamée contre le *New Deal* et l'État providence au début des années 1980, radicalisée et globalisée après 1989/1991. Ses relais institutionnels sont à la fois de puissants États-gendarmes et des institutions mondiales, financières, commerciales, militaires – et, pour nous, européennes. La crise des « dettes souveraines », après

Il y a 50 ans, la critique d'un statut des travailleurs traités comme des marchandises «jetables» était déjà au cœur des luttes.

celle des banques en 2008/2009 a été une « opportunité » pour de nouvelles attaques et une pénétration significative des idéologies néo-libérales dans la population : les cheminots ne sont-ils pas « privilégiés » ? Et de plus, les immigrées et réfugié.es « nous volent » le « peu » d'emplois et d'allocations disponibles. Il n'est qu'à penser aux pseudos-réponses du populisme.

<https://www.contretemps.eu/xenophobie-racisme-enjeu-strategique/>

Pierre Zarka



Dissocier luttes et alternative, c'est supposer que le capital pourrait intégrer des compromis avec le monde du travail.

Dissocier luttes et alternative, c'est supposer que le capital pourrait encore développer la société en intégrant des compromis avec le monde du travail comme c'était le cas après la guerre. C'est ne pas voir que ses menées lui sont dictées par la nécessité : les mutations technologiques l'obligent à renouveler de plus en plus vite les machines avant qu'elles soient amorties, à rémunérer un travail toujours plus qualifié dont les besoins de formation, de santé ou de culture sont permanents. Cela demande à ses yeux des investissements trop lourds à renouveler. De plus, la place croissante du savoir dans le travail stimule bien trop pour

L'action sur les conséquences est absolument nécessaire mais ne peut pas dispenser de la tout aussi nécessaire action sur les causes politiques et économiques.

lui, les aspirations à la démocratie. D'où une contradiction entre reproduction du capital et développement de la société, désormais indépassable. Afin d'éviter les désagréments que cela suppose, il se détourne du travail et tire la majorité des profits de la finance, du pillage des fonds publics d'où les coupes dans les services publics et les chantiers inutiles. Quant à ce qui reste de la production de « biens » il intensifie comme jamais son productivisme et la délocalise. Il n'y a plus de phase intermédiaire entre une autre société et le tout de suite, ni retour en arrière possible. Comment aborder efficacement la défense des retraites ? Des enseignants qui s'occupent d'enfants en bas âge c'est reconnu (mal) comme utile à la société et des grands-parents qui s'occupent des mêmes ce n'est plus une activité sociale ? La reconnaissance de l'apport de chacun est la meilleure défense des droits. Défendre les services publics, le travail ou

l'environnement suppose de les dégager de la marchandisation : commencer à concevoir l'économie en fonction de sa valeur d'usage pourrait modifier le rapport de forces.

Benoit Borrits



Il est souvent fait mention que jamais les profits des entreprises n'ont été aussi forts. Un récent article des Échos daté du 21 août nous montrait que les dividendes mondiaux ont quasiment doublé en l'espace de dix ans. La tentation est alors forte de penser qu'il y aurait du « grain à moudre », des espaces de compromis dans lesquels nous pourrions reprendre le progrès social interrompu par le néolibéralisme à la seule condition que les actionnaires gagnent un petit peu moins. Et pourtant, comme l'ont indiqué Christian et François, les capitalistes ne « lâchent pas de lest ». Parce que ce serait des méchants ? Cela va plus loin et s'explique par la financiarisation inéluctable du capitalisme. Au cœur de ce paradoxe, l'idée que les valorisations des entreprises se feraient sur la base de leur patrimoine net, de leur bilan comptable. Dans la réalité, une action ne vaut que par les dividendes qu'elle est censée produire et c'est donc dans une optique purement spéculative que les entreprises se valorisent. De ce point de vue, la croissance attendue des dividendes est un moteur essentiel de cette valorisation. Avec une croissance forte, elle se fait « naturellement », sans modification de la répartition de la valeur ajoutée entre capital et travail ; avec une croissance faible, voire inexistante, elle ne peut se faire qu'en s'en prenant continuellement aux salaires induisant

une remise en cause permanente du modèle social qui avait été construit après-guerre. Sauf apparition de nouvelles technologies qui nous permettraient de renouer avec des croissances fortes, aucun compromis social n'est actuellement possible. Toute hausse, même minime, de la part des salaires dans la valeur ajoutée entraînera une baisse des valorisations des entreprises et une augmentation de la prime de risque des marchés. Il y a longtemps que les décisions d'investissement des entreprises se prennent sur la base d'une rentabilité demandée par les actionnaires, laquelle est égale à l'addition du taux d'intérêt et de la prime de risque. C'est ce que nous voyons tous les jours lorsque des multinationales ferment des unités de production non parce qu'elles perdent de l'argent, mais parce qu'elles ne sont pas assez rentables et font donc perdre de l'argent aux actionnaires. Croire qu'il serait possible de réaliser aujourd'hui un compromis ou un nouvel équilibre temporaire entre capital et travail est une dangereuse illusion potentiellement lourde de nouvelles défaites.

La tentation est forte de penser qu'il y aurait du « grain à moudre », des espaces de compromis.

Mais en quoi des éléments d'une visée qui peut paraître lointaine peuvent-ils avoir un effet concret sur des luttes qui doivent faire face à des urgences ?

François Lotteau



La visée post-capitaliste ne peut plus paraître lointaine. Elle est devenue elle-même l'urgence. Mais il est vrai que, au quotidien, lutter pour maintenir l'emploi alors qu'une entreprise ferme pour délocaliser, par exemple, est d'une urgence encore plus immédiate. Comprendre la finalité du combat global à mener a pour effet concret de sortir les luttes de leur isolement pour les relier entre elles. Je n'invente rien mais c'est devenu une condition de réussite de chacune des luttes et non plus un idéal lointain. Faire face aux urgences, c'est aussi avoir conscience de cette urgence-là. Celle ou celui qui est directement concerné dans sa vie par la perte de son emploi a évidemment et douloureusement cette conscience. Mais elle doit être celle de beaucoup d'autres pour qu'une lutte soit victorieuse. Le morcellement jusqu'à l'individu isolé est probablement un des effets de la politique telle qu'elle est. La visée, la vision agissante que nous avons sur le long terme n'est pas seule-

Comprendre la finalité du combat global à mener a pour effet concret de sortir les luttes de leur isolement.

ment éloignée dans le temps du temps politique, elle en est éloignée dans la pratique, au quotidien, au présent. L'urgence d'un migrant qui se noie est indépassable, la chose politique met à distance, déshumanise, paralyse, génère la peur, couvre la honte. La solidarité, la fraternité, l'entraide, le sort commun partagé par le compagnonnage ou la conscience (de classe disparue, étendue ?) sont des catégories appartenant aux peuples. Ils sont le réceptacle de la puissance. S'ils sont éloignés des appareils politiques, des élites (et des avant-gardes ?), ils s'opposent cependant au pouvoir. Conquérir les institutions par la voie politique est un moyen. Si la conquête politique est perçue comme un but, elle devient une illusion. La « visée » cimenter les luttes concrètes, dans l'urgence et le quotidien. Elle valorise les personnes et les liens sociaux contre l'individualisme et la consommation marchande. Il s'agit de mettre en œuvre des formes politiques adaptées à la période actuelle de saturation, de rejet du politique, Plus c'est urgent, plus la visée doit être présente.

Danièle Montel



Ceci pose la question de l'appropriation sociale et la nécessité d'une bataille critique porteuse d'une autre conception de la société.

Continuons avec l'exemple de la santé et des médicaments. On peut aborder cette question sous divers angles. Avec des chercheurs de Sanofi, des membres de l'Observatoire du Mouvement de la Société, des associatifs, des syndicalistes, des philosophes, des professionnels de la santé, des sociologues, des politiques, nous essayons de montrer que l'urgence est indissociable de la visée. La question des prix, des génériques, des ruptures, de l'efficacité et de la dangerosité des médicaments, des contrôles, des re-

cherches non effectuées, des vaccins et des excipients, des choix et des décideurs, le brevetage de connaissances, la rentabilité, participent à une même logique. Ceci pose la question de l'appropriation sociale et la nécessité d'une bataille critique, idéologique porteuse d'une autre conception de la société, d'une maîtrise sociale et publique, sous condition d'une constance des efforts. Des éléments de ce processus ont déjà de maintes façons commencé – des exigences de participation des salariés à la gestion d'entreprise, des constructions de bon sens concernant des activités

Ceci pose la question de l'appropriation sociale et la nécessité d'une bataille critique porteuse d'une autre conception de la société.

d'avenir (ex le projet Néréis construit par des chercheurs salariés du groupe, permettant la recherche et le développement d'anti-infectieux et d'antiparasitaires, la concentration des atouts sur des problèmes de santé publique majeurs, dans les pays riches et dans les pays du Sud.), l'autogestion de dispensaires de santé en Grèce, des tâtonnements de micro-crédit en Afrique, des initiatives de critique et d'internationalisation des luttes contre les mafias de la finance, des essais d'éducation économique populaire et de solidarité avec les sans-papiers, des organisations de processus d'accueil, de formation et de vie des migrants.

Pierre Zarka



En quoi consiste le rapport de forces ? Celui qui prend l'initiative a un immense avantage sur celui qui dit NON. C'est

lui qui choisit le terrain de l'affrontement public. Aborder les urgences non plus le dos au mur mais à partir de solutions durables et fondamentales change tout.

ceux qui détestent les libéraux leur attribue le monopole de pouvoir faire système.

Outre que l'on n'a jamais obtenu un acquis en défendant les précédents, même les plus sceptiques sont alors entraînés à débattre de la crédibilité des objectifs qui en découlent plutôt que de n'avoir pour seul horizon le maintien d'un état des lieux qui ne satisfait personne. Si dans une société sans espoirs, les luttes deviennent porteuses d'un devenir dynamique, l'image que l'on a de soi change en profondeur : de victime donc de vulnérable, on passe à la conscience d'être apte à définir le devenir la société. Ce n'est pas mince. Aujourd'hui une grande part même de ceux qui détestent les libéraux leur attribue le monopole de pouvoir faire système. Les luttes partent alors avec un handicap sérieux. C'est pour faire entrer dans les têtes qu'il n'y a qu'un seul système possible et masquer la vulnérabilité de celui-ci que les idéologues de la bourgeoisie ont exploité la faillite de l'URSS.

Christian Mahieux



Il y a un besoin d'espoir, un besoin d'enveloppes collectives. Les centaines de milliers de personnes, souvent jeunes, qui

ont fêté la victoire de l'équipe de France lors de la Coupe du monde de football l'ont montré. Oui, c'est bien dommage que cet enthousiasme populaire et cette unité se manifestent pour cela et pas lors de manifestations sociales et politiques. Ce serait une erreur que de se limiter à une critique du « football opium du

peuple ». Notre problème est de ne plus oser essayer de bâtir un nouvel espoir collectif autour de l'émancipation sociale, de ne plus créer l'envie de prendre part à un projet qui soit perçu comme étant d'ampleur et à longue échéance, mais crédible. Renouons avec l'utopie, celle qui fait avancer le réel. Cela ne peut se faire en circuit fermé ; il faut que ces discussions concernent le maximum de personnes de notre classe sociale.

Besoin d'envies collectives.

Cela suppose de faire de la politique, de « faire politique » à travers toutes les organisations dont se dote le mouvement ouvrier : pas seulement de préparer la prise de pouvoir de son organisation politique préférée, que ce soit ou pas via les élections permettant de gérer les institutions actuelles. Ainsi situer dans une perspective émancipatrice qui fait cohérence, les batailles sociales d'aujourd'hui reprennent tout leur sens : l'essentiel ne sera plus de faire « une manif traîne-savates » supplémentaire ou de prendre la tête d'un cortège qui existe grâce à d'autres, mais de participer à une lutte collective, avec des objectifs à court terme parfois, mais tissant le fil de l'histoire ouvrière.

Catherine Samary



Il faut combattre à la fois les idéologies mensongères et la destruction des droits, en mettant en évidence les inégalités honteuses, les ressources existantes et possibles : audit des dettes, ouverture des livres de compte des entreprises et des États à tous les échelons où les pouvoirs de décision réels et les logiques concurrentielles s'imposent. Lié à ce premier aspect, le mode d'organisation de la lutte doit permettre



l'appropriation collective et égalitaire des enjeux. Et pas, comme ce fut le cas pour les cheminots, une lutte bureaucratiquement « planifiée ». La défense des « communs » - des services publics de transport, de santé, d'éducation, d'Internet comme des terres pour les paysans - est devenue de fait à la fois très concrète et « anticapitaliste » quand le capitalisme privatise tout. Elle est essentielle pour établir des « ponts » entre tra-

Établir des ponts entre les différentes parties de la société

vailleurs (précaires, salariés, chômeurs) et usagers, de tous genres ; mais aussi pour articuler de façon dynamique des besoins concrets et essentiels et une « visée » socialiste. Il faut radicaliser la double critique entamée en 1995 à la fois contre les privatisations et contre la bureaucratisation technocratique des services publics et de la Sécurité Sociale. Partout où c'est possible (localement, nationalement, au plan européen), il faut mettre en avant la nécessité de « fonds sociaux d'investissements » pour des besoins spécifiés (retraites, santé,

transports publics, éducation, etc...) en discutant de leur financement : des « contributions » *ad hoc* (et non des impôts indifférenciés allant à un État qui réduit les dépenses sociales). Cela impose une logique de « plan » et de gestion « socialisés ». À la fois contre l'austérité « libérale » et la xénophobie – protectrice des « nationaux » – ou libérale, les luttes peuvent exprimer de façon concrète des « droits fondamentaux » pour tou.tes, en impliquant les populations concernées, comme travailleurs et usagers, hommes et femmes, organisées démocratiquement. Il manquait à la lutte des cheminots ces dimensions-là pour marquer des points : liens entre usagers et salarié.es ; liens nationaux et européens.

Benoit Borrits



Je partage totalement ce que tu viens d'indiquer sur la lutte des cheminot.e.s : il fallait opposer au plan de privatisation du gouvernement la vision d'un commun ferroviaire dirigé par les travailleur.se.s, les usagers et les citoyen.ne.s qui aurait eu comme objectif de rendre accessible le rail à toutes et tous car c'est le trans-

port écologique par excellence. Parce qu'il rompt avec l'économie marchande, cet exemple est porteur d'un au-delà au capitalisme qui est tout sauf lointain. N'oublions jamais que la crise de 2008

La crise de 2008 a failli emporter le système.

a failli emporter l'ensemble du système et que c'est l'intervention déterminée des États qui, par un endettement massif, a réussi à « relancer la machine ». Au cœur du capitalisme – que nous définirons comme une économie dominée par des entreprises fondées sur la valorisation du capital – se trouve le profit. L'endettement des ménages et des États est une composante essentielle de ce profit : la crise de 2008 a été une crise de l'endettement privé qui a dû être comblé par un endettement encore plus massif des États. Le problème est qu'un endettement de plus en plus massif n'est guère soutenable dans le temps et, de ce point de vue, la question n'est pas de savoir s'il va y avoir une nouvelle crise du capitalisme mais plutôt où et quand. Personne ne souhaite une crise majeure du capitalisme et tout le monde ou presque préférerait une régulation sociale et écologique de ce dernier. Le seul problème est que cela n'est pas possible. De ce point de vue, toute lutte, toute opposition aux initiatives du capital est un facteur de crise du système. Ne pas en avoir conscience ou le taire conduit à adopter une posture strictement défensive basée sur le « c'était mieux avant » qui est tout simplement irréaliste.

Quelles sont à votre avis, les retombées d'une telle visée sur l'organisation possible des luttes ? Plus précisément : prôner d'autres rapports sociaux, est-ce seulement pour plus tard ou est-ce que cela ne touche pas aussi l'organisation de ces luttes ?

Danièle Montel



Comme l'a abordé François, inscrire les urgences, chacune d'elles, dans la visée d'une société porteuse de valeurs humaines de solidarité, d'égalité, de fraternité, de justice, vouloir et agir pour d'autres rapports sociaux, sont des traits marquants déjà dans nombre de luttes. Elles donnent envie, espoir, confiance. Certes il y a un besoin largement exprimé de cohérence, de dynamisme, de ne pas se sentir isolé, de se rassembler, d'initiatives nationales, mais ce besoin ne peut se limiter, être corseté par un fonctionnement délégataire ; à répéter les manifestations nationales décidées par le haut. Urgences et visée doivent

Nos urgences...

se traduire dans nos actes, novateurs voire désobéissants, nos mobilisations, nos exigences, nos initiatives, nos capacités d'expérimentation. Je pense par exemple à faciliter la création de réseaux, à ne pas faire seulement des coups, à s'inscrire dans la persévérance. Il s'agit d'organiser les luttes de manière à mobiliser les compétences populaires, en construisant d'autres rapports sociaux. Il s'agit de faire grandir cette visée en créant de nouveaux réseaux internationaux, en Europe, en Afrique, Amérique du Sud, au Moyen Orient partout où les humains ont besoin de s'émanciper des enjeux et des rythmes institutionnels, de

travailler chaque question en mettant en cause la logique capitaliste et en construisant des brèches qui donnent à voir une autre organisation possible de la société ... Passer d'un modèle vertical à de l'horizontalité, du réseau à des structures vivantes, réactives, en toile d'araignée, des pouvoirs éclatés et mobiles...

François Lotteau



Je viens de le dire, pour l'organisation dans la pratique. Rassembler c'est, de fait, mettre en action d'autres rapports sociaux. Je prends un exemple qui fâche souvent les syndicats puisque leur rôle est, en particulier, de défendre l'emploi. Le marasme économique dans lequel s'enfonce EDF s'ajoute aux raisons écologiques pour rendre nécessaire la sortie

D'autres choix...

du nucléaire. Parmi ses effets, il y a l'insécurité grandissante qu'il entraîne dans la maintenance. Le chômage permet aux sous-traitants de trouver de la main d'œuvre. Au détriment de la sécurité des sites mais aussi de la santé des travailleurs. En même temps (!), la production de matériels nécessaires aux énergies renouvelables et à l'efficacité énergétique piétine. Les compétences spécifiques peuvent être dédiées au maintien en sécurité et au démantèlement, les compétences générales redirigées sur d'autres productions. Ce n'est rien d'autre qu'un choix politique. Et ce choix doit être imposé par la convergence des luttes qui semblent opposées mais ne le sont que sur des contradictions secondaires comme disait l'autre.

Christian Mahieux



L'auto-organisation des luttes est nécessaire. S'il a eu d'autres vertus, de ce point de vue le mouvement des

cheminotes et cheminots du printemps dernier est un exemple de ce qu'il ne faut pas faire : un calendrier de journées de grève et de non-grève établi pour trois mois par les fédérations syndicales, qui dépossèdent ainsi totalement les grévistes de leur lutte et rendent inutiles aux yeux du plus grand nombre les assemblées générales, puisqu'on ne peut pas y décider de la forme et des suites de son mouvement ! « Son » mouvement étant si facilement « nôtre », lorsqu'au contraire les assemblées générales au plus près

Une piste : l'auto-organisation.

du terrain se tiennent régulièrement... L'auto-organisation ne signifie pas la disparation des militants et des militantes ; au contraire, ils et elles ont un rôle important, celui d'être des animateurs et animatrices autogestionnaires de ces mouvements. Les coordinations, comités de grève et autres collectifs unitaires ne doivent être que des outils à disposition des assemblées générales, pas un moyen de s'y substituer.

Benoit Borrits



Ta vision de l'auto-organisation des luttes correspond exactement à la période que nous vivons : le modèle

d'appropriation sociale basé sur la propriété étatique des moyens de production est mort et avec lui, l'idée qu'une avant-garde ou un État pourrait se substituer au salariat pris au sens large du terme. Toutes les luttes, qu'elles soient

sociales ou écologiques, qu'elles portent directement sur le partage de la valeur ajoutée ou sur des opportunités de valorisation du capital (comme par exemple Notre-Dame-des-Landes), posent la question de l'expropriation des actionnaires et de l'appropriation politique de

Exproprier les actionnaires ...

l'économie par les salarié.e.s, les usager.ère.s et d'une façon plus générale par les citoyen.ne.s. De ce point de vue, toutes les luttes portent en elles un potentiel démocratique immense qu'il convient de valoriser à toutes étapes de celles-ci. Si l'autogestion est un but, elle est aussi un moyen et un chemin.

Catherine Samary



Les énormes retards du syndicalisme et de la gauche radicale sur tous ces domaines sont à mon sens essentiels à débattre et surmonter. Ils doivent actualiser ce que, dans ma famille politique, on appelle « démarche transitoire » ou « programme de transition », pour surmonter la double impasse de l'enlisement dans l'adaptation aux régressions ou du « révolutionnarisme » abstrait. Il s'agit de partir des besoins légitimes immédiats – pour lesquels les populations sont prêtes à se mobiliser – et de se battre pour les « légaliser », ce qui pose la question d'un autre « pouvoir de décision ». Mais à quelle échelle est-ce « crédible » et efficace ? L'ancrage « local » (municipalisme) est essentiel pour tendre à construire des « territoires » politiques auto-organisés, reliés en réseaux ; avec une « charte » de droits sociaux, environnementaux, féministes et anti-racistes. Mais il est vital de le construire à l'échelle européenne contre les choix piégés du référendum

britannique et du Brexit. Ce sont des débats spécifiques. Mais eux aussi ont besoin de « lieux » politico-sociaux pour être menés de façon efficace en construisant le « bloc alternatif » européen en défense de droits pour tou.tes, avec les migrant.es et immigré.es.

Pierre Zarka



On parle souvent de convergence des luttes mais tant que l'on est dans l'urgence et le sauve qui peut, chaque corps de métier est replié sur lui. Il est préférable d'être en quête de dénominateurs communs. Je m'explique : derrière chaque revendication, il y a entre les gros actionnaires et les travailleurs un enjeu de pouvoir ; or avoir la volonté d'élaborer des pistes vers une valorisation de l'activité humaine, c'est en prendre conscience. Disputer le pouvoir et se fixer des buts dont le caractère alternatif va au-delà de la revendication catégorielle (je pense par exemple à vouloir que les dividendes des actionnaires reviennent à la collectivité) cela peut devenir des dénominateurs communs entre toutes les luttes. En se battant pour soi on est alors de plein pied dans une action rassembleuse. C'est vrai aussi pour les initiatives de type coopératif. Affronter la domination des capitalistes leur est posé au risque d'être récupérées. S'il n'est plus souhaitable de dissocier social et politique, urgence et alternative, cela change le rapport entre le citoyen lambda et la conduite des mouvements. Le mouvement des femmes nous a appris que l'émancipation ne peut être

Convergence des luttes ou dénominateurs communs ?

un but que si l'action immédiate en est porteuse. Cette forme d'émancipation, même si elle n'a dans un premier temps qu'une dimension symbolique, modifie la normalité. Dans ce cas, il n'y a alors plus de profanes qui doivent suivre des experts. Je pense aussi que cela interpelle fortement la notion d'organisation. Je ne crois ni à la spontanéité ni que toute idée serait bonne mais l'organisation a-t-elle pour fonction de pallier ce qui serait l'incurie des foules ou a-t-elle pour objet de permettre à chacun de passer de l'individuel au collectif, sans rien perdre de lui-même ?

Et quelles en sont les conséquences concernant la politique ?

Benoit Borrits



Tu abordes là, Pierre, un point qui me paraît essentiel. Comme toi, je ne crois pas à la spontanéité et encore

moins au présupposé que toute idée serait bonne à prendre. Si les organisations syndicales sont convaincues qu'il n'y a pas de compromis possible avec le capital ou de possibilité d'un capitalisme socialement régulé, alors celle-ci doivent dès maintenant préparer l'éviction des actionnaires et l'appropriation par les salarié.e.s de leur outil de production. Cette perspective doit permettre à tou.te.s les salarié.e.s d'exprimer leurs aspi-

Passons à l'offensive mais avec un autre référentiel...

rations en terme de sens du travail, de temps de travail, de partage des rémunérations en comprenant qu'une résultante de ces aspirations doit être élaborée et ne sera possible que si les actionnaires sont expropriés. Elle ne peut que redonner confiance aux salarié.e.s dans les luttes car elle ouvre une perspective

largement plus désirable qu'un combat défensif, permanent et épuisant contre les initiatives du capital. Les partis politiques de gauche qui pensent encore possible de domestiquer le capitalisme doivent cesser de se croire infaillibles et abandonner leurs attitudes de parti-guide et ce, quelle que soit leur origine, social-démocrate, communiste ou autre. Ceci signifie que s'ils s'engagent dans un programme progressiste de hausse de la part des salaires dans la valeur ajoutée, ils admettent qu'une telle politique peut approfondir la crise du capitalisme et que dans un tel cas, la réponse n'est pas la reculade mais bien la libération des forces vives du salariat, ce qui signifie de modifier le droit de propriété et de fournir les outils financiers qui permettront l'éviction rapide des actionnaires. Faute de cela, ils s'aplatiront devant le capital et rejoindront la longue cohorte des partis de la gauche qui déçoivent encore et toujours.

Pierre Zarka



Une telle démarche bouleverse la politique. Se projeter dans un avenir que l'on veut construire à sa mesure c'est chercher à maîtriser le cours des choses. C'est se penser capable de devenir force de pouvoir faire. Et cela, c'est une clé pour sortir de l'impasse. Le fait politique n'est plus extérieur au mouvement, entre les mains de spécialistes. S'il a sa spécificité, la sphère où cela se déroule n'est plus hors d'une citoyenneté pleine. Actuellement, au regard des mobilisations, les élections sont des parenthèses, les dépossédant d'une part décisive de leur rôle. Seuls des experts pourraient expliquer à ceux qui luttent ce qu'il leur faut. Alors que l'aspiration à être partie prenante de son devenir suinte de tous les pores de la société. Songeons aux AG ou aux coopératives. D'où un immense ressentiment envers la normalité politique et une course engagée entre des réactions populistes, substituant

Prenons notre vie en main...

aux organisations le leader et la quête d'une réelle appropriation de la pratique politique. Il n'y a pas de raison pour que la prise de pouvoir par chacun que signifie la construction d'une alternative, s'arrête en chemin. Il s'agit d'envahir l'espace institutionnel non seulement par les exigences mais aussi par la reconnaissance du rôle du mouvement populaire ; arracher du pouvoir, jusqu'à subvertir le système représentatif deviendrait alors un objectif des luttes. Il ne s'agit plus d'élire un représentant qui devient vite libre de ses gestes mais un porte-parole. En s'étendant au champ institutionnel, le mouvement populaire le transforme. Le système représentatif et le monopole des partis sur l'institué peuvent être dépassés. La défiance envers les institutions dit qu'il y a une disponibilité pour engager un tel processus.

Catherine Samary



Je ne crois pas qu'on puisse penser une transformation progressive du « champ institutionnel » sans crise où se confrontent de nouveaux droits et pouvoirs de décisions aux anciens droits de propriété et institutions qui les protègent. Mais je rajouterais une question, pas nouvelle non plus : on ne peut lutter efficacement face à un capitalisme mondialisé sans s'organiser à cette même échelle. L'AIT, politico-sociale, ouvrière et paysanne, anarcho-communiste, puis toutes les Internationales et le mouvement altermondialiste ont tenté de répondre à cette question-là. C'est ce que j'ai exprimé à l'occasion du décès de

D'autres rapports sociaux en germe dans les luttes.

Samir Amin¹. Un tel objectif ne peut être « dirigiste » ni appartenir aux seuls « partis » ; il doit dans son fonctionnement global, comme dans celui de chacune de ses composantes préfigurer les rapports humains pour lesquels on se bat, à toutes les échelles territoriales possibles. Un tel projet n'est crédible et réalisable qu'en étant radicalement démocratique, donc pluriel. Il doit, à toutes les échelles territoriales et de façon solidaire, mettre en avant la subordination des marchés, de la monnaie, des financements à la satisfaction des besoins fondamentaux combinant droits pour toutes et protection de l'environnement, du local au planétaire.

François Lotteau



Pour poursuivre sur « le dénominateur commun », nous devons réussir à ne plus dissocier la lutte anti-nucléaire de celle des travailleurs du nucléaire. Il faut mettre fin aux luttes syndicales trop catégorielles et développer celles qui mettent en interaction les échelles territoriales d'appropriation collective des moyens de production. C'est encore un choix politique. La politique, en tant que fonction institutionnelle et de désignation des élus, ne peut fonctionner aujourd'hui comme si nous étions déjà dans le monde d'après. Elle est cependant une forme nécessaire à la prise de pouvoir. Mais elle ne peut naître des tentatives de reviviscence d'un sentiment populaire (peuple de gauche ?, cadre national ?) dont on constate le peu de portée si ce n'est de prendre le risque d'ouvrir la boîte de Pandore du nationalisme. Je l'ai dit tout à l'heure : de manière peut-être paradoxale, le politique en tant que pouvoir a produit l'individualisme. La puissance, en revanche, réside dans la manière dont s'organise le quotidien populaire. Une vision politique multicentrique, « fédérale » à toutes les échelles de territoires, peut permettre de ne plus avoir « besoin » du

capitalisme comme seul moteur de « développement ». Accumuler n'a aucune utilité sociale. En tous cas l'emballement de l'accumulation n'a aucun sens et les limites sont dépassées. Ce monde est révolu. Mais ses dirigeants sont prêts à tout. Nous sommes en situation de résistance à un pouvoir totalitaire. A la visée, nous devons joindre, l'habileté, l'agilité politiques.

Danièle Montel



Une organisation des luttes visant la mobilisation des compétences, d'autres rapports sociaux, porteuse d'exigences et de visée, impacte bien évidemment, la politique. Dans de telles luttes s'inventent en permanence, un travail de pensée, des formes d'organisation, des pratiques d'intervention et cela pousse à inventer encore davantage. C'est ainsi que s'invente, s'inventera un mouvement politique de nouvelle génération. Il faudrait, jouer à fond la carte de la démocratie décisionnelle, qui exige en permanence vrai débat, vraie collectivité de réflexion. C'est difficile, mais vital. Chaque collectif qui travaille en ce sens est dans le vrai, à condition impérative de mettre son objectif particulier à la hauteur de la visée transformatrice générale. N'est-ce pas ce qui a été fait, ce qui a été moteur pour des avancées majeures comme la Sécurité sociale ou le statut de la fonction publique, que le capital s'acharne depuis trois quarts de siècle à liquider. Notre histoire, nos expériences, échecs et avancées, nous apprennent que nous avons besoin de sortir d'une logique institutionnelle et d'en tirer toutes les conséquences notamment celle de mettre la primauté au mouvement dans une logique d'une visée émancipatrice et donc de faire des salariés, des citoyens, de leur intervention consciente, l'alpha et l'oméga.

Christian Mahieux



Pierre et moi avons écrit sur ces sujets, pour la revue Les utopiques². A cette question sur la politique, je répondrais en parlant du syndicalisme, qui rassemble celles et ceux qui décident de s'organiser ensemble sur la seule base de l'appartenance à la même classe sociale. L'oppression liée au système capitaliste, oppression économique issue des rapports de production et du droit de propriété, est commune à toutes celles et tous ceux « d'en bas ». C'est là que se joue l'affrontement de classes : n'est-ce pas politique ? Ça n'empêche pas de considérer qu'il y a d'autres oppressions qu'il ne s'agit d'ailleurs pas de hiérarchiser, ni entre elles, ni vis-à-vis de l'oppression économique. Les luttes contre les oppressions et pour l'égalité, la liberté, etc., font aussi de la politique et concerne le syndicalisme. La répartition des rôles qui veut que le parti s'occupe de politique et le syndicalisme du social est une impasse. Alors que les syndicats sont, ou du moins devraient être, l'outil d'organisation autonome de la classe ouvrière, elle les cantonne dans une fonction mineure, leur nie la capacité d'agir pour changer la société. A l'inverse, elle pousse les organisations politiques à considérer que cette tâche est leur exclusivité et donc qu'elle est déconnectée des mouvements sociaux. Double impasse. Triple, si on parle des associations, alors reléguées à de l'humanitaire, du caritatif ou à n'être que courroie de transmission spécialisée dans un domaine particulier ; pourtant, nombre d'entre elles créent de la politique dans des domaines aussi importants que le féminisme, l'anticolonialisme, l'antiracisme, l'écologie, l'antifascisme, les droits des chômeurs et chômeuses, le droit au logement, etc. Il faut en finir avec cette vision et revenir aux sources : chaque groupement du mouvement ouvrier doit être partie prenante, à égalité, du combat pour l'émancipation.

1. Catherine Samary, *Samir Amin - ou la raison d'être d'un nouvel internationalisme*, <https://npa2009.org/idees/strategie/samir-amin-ou-la-raison-detre-dun-nouvel-internationalisme>
 2. « Les vertus de l'échec », Pierre Zarka et Christian Mahieux, *Les utopiques* n°8, Editions Syllepse, 2018. www.lesutopiques.org

L'angle aveugle d'un congrès

Le parti communiste français vit un moment étrange de son existence. Son congrès extraordinaire doit discuter sur la base d'une « *base commune* » qui n'est pas, après le vote de 30.000 militant-e-s, celle proposée par la direction sortante. Rien ne permet bien sûr de dire à quoi ressemblera, une fois amendé, le texte final. Mais le camouflet imposé à la direction est patent ; la légitimité de Pierre Laurent, en particulier, est mise en cause, et bien qu'il se soit déclaré « *disponible* » pour diriger l'équipe qui sortira du congrès, la commission des candidatures doute que cette disponibilité soit de nature à rassembler les communistes.

Le principe de « *l'unité du parti* », qui lui a toujours permis dans le passé de surmonter ses crises internes, est aujourd'hui des plus précaires. Les questions de personnes se conjuguent à des visions de l'avenir si différentes qu'on peut douter de la solidité des compromis qui pourront être faits. Aucun des courants en présence ne domine vraiment : ni celui qui recherche un renouvellement de la pensée du communisme, ni celui qui prône un recentrage sur certains thèmes programmatiques dans la crainte de « *l'effacement* » du parti communiste, ni celui de la direction sortante. Et aucun de ces courants n'est par ailleurs homogène

ou porteur de propositions clairement identifiables. Même si certains font à d'autres le reproche classique de vouloir « *liquider* » le parti, la question de son dépassement n'est explicitement pas posée – et ne sera donc pas discutée par le congrès, comme si la nécessité d'un « *parti communiste* » pour faire vivre le communisme ne pouvait être mise en question. Les discussions sur les causes de l'enlisement du parti communiste butent ainsi sur l'angle délibérément aveugle de la forme-parti elle-même.

● Laurent Lévy

Le capitalisme ne supporte plus la contestation

Une aide-soignante en Ehpad licenciée pour avoir témoigné dans *Envoyé spécial*, trois étudiants poursuivis pour violence contre des policiers à la fac de Nanterre lors des protestations contre la loi travail, un piquet de grève dans un hôtel de luxe évacué par la police à Paris, sept personnes solidaires des migrants accusées « *d'aide à l'entrée sur le territoire français en situation irrégulière le tout en bande organisée* », et... une gigantesque perquisition aux locaux de la *France Insoumise*. Quel lien entre tous ces événements des dernières semaines, si ce n'est une volonté de museler toutes formes de contestation ?

État d'urgence devenu loi, atteintes à l'exercice des droits syndicaux, répression des manifestants, et des lanceurs d'alerte, criminalisation des acteurs du mouvement social, volonté de se défaire des inspecteurs du travail et des CHSCT, rare lieu de pouvoir pour les salariés, surveillance par l'intermédiaire des téléphones portables, des réseaux sociaux, des compteurs Linky, centralisation des données numériques dans le BIG DATA, renforcement du pouvoir Présidentiel et étouffement de tout débat politique tout cela ressemble fort à un processus rampant d'autoritarisme et de mise en cause de nos libertés fondamentales. La perquisition dans les locaux

de la *FI* outre qu'elle procède de l'intimidation, permet au procureur de détenir des informations sur l'ensemble du mouvement, son organisation, ses correspondances.

Un nouveau projet de loi destiné à restreindre notre droit de manifester est dans les tuyaux. Nous sommes loin des luttes qui ont secoué le pays en 68, mais même dans ce contexte de faible mobilisation, les forces du capital ne supportent plus la moindre contestation. Ne s'agit-il pas d'une preuve de leur fébrilité voire de leur fragilité ?

● Sylvie Larue

« Un peuple et son roi » de Pierre Schoeller



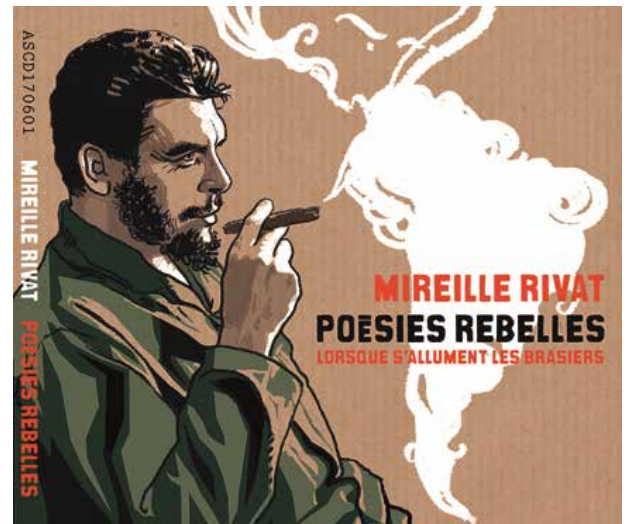
Depuis 1910 la Révolution française est à l'écran : parmi les premiers ce court métrage « André Chenier » de Louis Feuillade en passant par « Marie-Antoinette » de Sofia Coppola en 2006 ou encore ce magnifique téléfilm de Maurice Faivelic « 1788 » sorti en 1978 sans oublier « La Marseillaise » de Jean Renoir en 1938. Le film de Pierre Schoeller très synthétique est original :

il commence avec la prise de la Bastille pour finir le 21 janvier 1793, la France devient républicaine après l'Angleterre. Ce film (7 ans de travail¹) montre à la fois l'attraction et la répulsion d'un peuple à l'égard de la royauté, monarchie de droit divin depuis Louis XIV. Le mérite du film est la mise en scène des femmes qui revendiquent et déposent à Versailles des cahiers de doléances pour le peuple parisien. L'irruption des femmes sur la scène politique et le féminisme avant l'heure (rôle de Françoise et de Margot) est un aspect marquant du film. Les députés sont contraints d'entendre ce peuple qui revendique et exige du pain, la liberté et la dignité. Nous suivons les débats tendus à l'Assemblée Nationale entre les différents courants politiques : les soutiens sans faille au Roi, les Girondins qui oscillent entre une monarchie parlementaire et la destitution du roi et les Montagnards qui exigent la destitution du roi après l'épisode Varennes (juin 1791) puis optent pour sa condamnation à mort. Ce film nous montre le peuple parisien, le peuple des faubourgs qui s'implique dans le processus révolutionnaire. Il nous fait aussi partager des émotions, des rires, des larmes et la naissance de la 1^{ère} République dans la douleur. A voir...

● Daniel Rome

1. Pierre Schoeller a beaucoup travaillé avec Sophie Wahnich, historienne qui a écrit « la longue patience du peuple, naissance de la République »

Poésies rebelles



« L'argile fondamentale de notre œuvre est la jeunesse. Nous y déposons tous nos espoirs et nous la préparons à prendre le drapeau de nos mains » (Ernesto Guevara dit « Le Che »)

Mireille Rivat chante en espagnol et en français (à l'instar d'El Comunero) dans son dernier CD. Celui-ci, Poésies rebelles, rend hommage à Ernesto Guevara, sur des compositions et des arrangements de Philippe Lees. Elle en a présenté une version scénique, lors de la Fête de l'Humanité 2017, dans le cadre du Jazz'Hum'Ah !, au stand de la fédération du Val-de-Marne. A été choisi, pour sous-titre du disque, Lorsque s'allument les brasiers, texte du Che mis en musique par Colette Magny. Les douze autres perles, au milieu desquelles s'insèrent les précieuses phrases du Comandante argentin, sont constituées de deux poèmes signés par Mireille Rivat et de reprises – de Neruda, Fanon, Marti, Moustaki... La voix ample et la qualité d'interprétation de notre pasionaria diffusent, sur ce patrimoine vivant, une nouvelle clarté.

Interview de Pierre Goldberg

Cerises : Vous entamez votre huitième saison des « Rencontres de l'Atelier » à Montluçon. Vous avez de la suite dans les idées ! En quoi ces « rencontres » sont-elles utiles ?

Pierre Goldberg : Pour être utile, nous partons de la réalité et nous mettons en débat trois axes de mobilisation. Le premier consiste à comprendre comment le capitalisme qui pille depuis longtemps les richesses de la nature, et les richesses créées par le travail des humains, continue à perdurer. Nous tentons de faire grandir une idée toute simple : « pourquoi laisser la gestion de nos vies à ceux qui la détruisent ? ».

Notre second axe de mobilisation, consiste à dire que si on se contente seulement de lui résister, on laisse le capitalisme continuer sa stratégie. On le laisse organiser sa panoplie de réseaux de contrôle pour maintenir toute volonté de changement en hibernation. On laisse fonctionner à plein régime sa stratégie d'aliénation des consciences. On laisse intacte son entreprise de domination des médias qui diffusent l'idéologie dominante répétant de mille manières, qu'il n'y a aucune autre gestion valable. Il est urgent de mettre, au cœur de toutes les actions, la nécessité d'en finir avec le capitalisme.

Notre troisième axe consiste à redonner de la force à tout mouvement citoyen. Nous ne partons pas de rien, car nos concitoyens eux-mêmes construisent des actions qui prouvent qu'on peut se passer du capitalisme, de ses actionnaires et de leurs dividendes.

Cerises : Vous avez choisi comme thème cette année « mettre fin au régime absolu de l'actionariat capitaliste ». Pourquoi ce choix ?

Pierre Goldberg : La source de toute richesse, c'est avant tout le travail. « Sur 100 euros de produits financiers tirés du travail, 67,40 vont dans les poches des actionnaires sous forme de dividendes, 27,30 vont aux investissements et seulement 5,30 vont aux salariés ». Avec la représentante d'OXFAM qui a développé ces chiffres à notre première « Rencontre » de la saison, nous expliquons l'origine de la finance. Une réforme radicale s'impose : mettre fin au régime absolu de l'actionariat capitaliste. Irréaliste ? Les faits et les seuls faits témoignent du contraire.

Déjà, dans les entreprises qui passent en coopératives dirigées par les salariés, les dividendes disparaissent. Scop-TI (ex-Fralib) ou, plus près de nous la Librairie des Volcans, à Clermont-Ferrand, nous montrent que c'est possible.



Cette capacité à changer et à diriger la société existe déjà : autogestion par des coopérateurs, lanceurs d'alerte, gratuité des soins, retraite par répartition, salaire à vie des fonctionnaires, gratuité du don du sang, militantisme associatif, AMAP, circuits courts producteurs/consommateurs, monnaies locales, solidarité active pour secourir les migrants etc...

Il s'agit là d'autant d'actes post-capitalistes. Les « derniers de cordée » sont des citoyens qui pensent, qui cherchent, qui inventent et qui expérimentent à leur échelle. Ces citoyens construisent du « déjà là », préfiguration d'un autre monde à venir. « En commun, nous pouvons changer la société » disons-nous à l'Atelier. Avec le programme de l'automne 2018 nous passons résolument aux actes.

Cerises- Jean Sève est intervenu dans le cadre de la 2^{ème} rencontre. Que retenir-vous du débat ?

Pierre Goldberg : Pour préparer notre 8^{ème} saison nous nous sommes beaucoup inspirés du livre qu'il a écrit avec son père, notre cher ami Lucien Sève « Capital exit ou catastrophe ». « Nous aspirons tous à une coordination des luttes pour accroître leur portée, mais cela ne se fait pas car il manque un but à ces luttes » nous dit un participant au débat. Cette contribution, qui résume mieux que tout notre objectif, à savoir la définition d'un nouveau but pour le genre humain, a nourri la deuxième « Rencontre ».

Un système qui n'est plus de notre temps

Je nous pense souvent trop timides quant à la possibilité de faire de l'anticapitalisme un objet politique courant. Deux textes récents témoignent d'une inquiétude des forces du capital - inquiétude qui nous est masquée par leur arrogance.



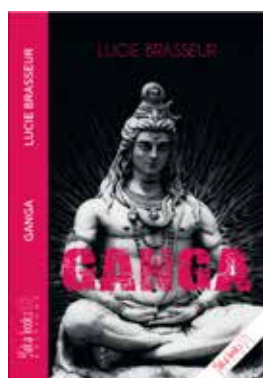
1) Le nouveau Magazine Littéraire (dirigé par Claude Perdriel qui n'est pas connu pour ses convictions révolutionnaires) d'Octobre met en couverture, avec le dessin d'un naufrage : « Le capitalisme ne répond plus » ; peut-il encore se réformer ? Le populisme, son enfant monstre ; Le déni de l'écologie ; la suprématie de la finance ; La folie inégalitaire ». Je poursuis : page 29 « L'enrichissement frénétique des plus riches au détriment des salariés creuse un fossé qui pourrait être sa tombe (au capitalisme), surtout si persiste sa quête effrénée du profit contre l'écologie » ; page 31 : Christine Kerdellant « ... c'est elle (la financiarisation) qui fait voler en éclats le compromis social de l'après-guerre... » Et, sic : « l'existence du bloc soviétique, apparemment florissant, contribuait à donner du pouvoir aux salariés... Vous n'avez pas envie d'un système de soviets ? Alors faites que l'on se tienne tranquilles, augmentez nos salaires... » Page 33 : « Le capitalisme occidental est-il réformable de l'intérieur ? Un soulèvement est-il possible, qui balayerait ce capitalisme suicidaire ? ». Ou encore page 43 ; « Se ressaisir ou disparaître » titre d'un article

de Paul Jorion, etc... Evidemment ils sont à la recherche de mutations qui, notamment avec l'actionariat salarié, permettrait à la fois de lâcher du lest et d'intégrer les exploités. Mais comme l'écrit Christine Kerdellant page 33 : « L'autodiscipline paraît être une hypothèse bien naïve... ». Là, nous sommes bien d'accord.

2) Une commission scientifique désignée par le secrétaire général de l'ONU (IGS) vient de rendre une enquête de Nafeez Ahmed publiée le 12 septembre 2018 par *Source Independent*. Le capitalisme y est désigné explicitement comme facteur de dérèglement écologique grave : « investir plus pour obtenir moins » (Tiens ? n'est-ce pas ce que Marx appelait la baisse tendancielle du taux de profit ?) Il note qu'actuellement il faut « plus d'énergie pour extraire moins de combustible ». A propos de l'épuisement des écosystèmes : « Le capitalisme (sic) et l'économie dominante ne peuvent pas faire face à ces problèmes... Cette forme du capitalisme, obsédée par la maximisation du profit à court terme, et peu ou pas intéressée au bien commun... » Et encore cette remarque (pessimiste ?, lucide ?) : « Les marchés capitalistes ne seront pas capables d'accompagner les changements nécessaires ».

Est-il vraiment indispensable d'ajouter un commentaire ?

● **Pierre Zarka**



ET GANGA PASSA

Dans ce roman, Lucie Brasseur, jeune écrivaine franco-brésilienne, nous livre une sorte de polar aux airs surnaturels, baignés entre quelques vieilles légendes indonésiennes, un choc de cultures européennes et asiatiques et un suspense bien contemporain.

Marc reprend l'entreprise familiale, part dans les Indes chercher des marchés, retrouve son histoire personnelle et un imbroglio où les affaires et le scandale politique se nouent à une intrigue bien ficelée. On pourra lire ce roman comme un *thriller*. On peut aussi lui choisir une entrée : « histoires de vie ». Ou encore une illustration littéraire – bien et agréablement écrite – de quelques affres de notre époque et du capitalisme mondialisé.

L'entreprise familiale, PME implantée en région, y est décrite avec ses quotidiennetés et ses angoisses. Le commerce mondial, ses vols d'affaires et ses à-côtés y est bien « vu ». Sans violence inutile, avec ce soupçon de tendresse que l'espèce humaine peut mériter, 'Ganga' nous propose une revue de personnes autant qu'une histoire de famille et de pays. Lucie Brasseur participe à l'aventure de Yakabook, une expérience originale d'édition.

Un petit livre à lire ou à offrir. Joli cadeau de toute façon : Lucie Brasseur, *Ganga*, Éditions Yakabook, 2017, 275 pages, format Poche, 2 €.- <https://www.yakabooks.com/>

● **Patrick Vassalo**

Colonies, c'est l'émancipation qui gagne...

Le précédent numéro de *Cerises* nous invitait à observer combien l'angle mort de la tripartition des sociétés esclavagistes guadeloupéennes et martiniquaises est lié au non basculement des Antilles françaises dans l'indépendance. L'intervention de Stéphanie Graff montrait combien le droit de vote est la mère des batailles en Kanaky Nouvelle Calédonie. Et combien l'effort de recolonisation de peuplement à partir des années 70¹ visait à y prévenir tout rêve de souveraineté.

De l'Atlantique au Pacifique, décidément, l'histoire à venir est déjà là. En Guadeloupe le mouvement indépendantiste semble atone mais le journaliste Danik Zandwonis² met en évidence le remarquable paradoxe que les idées nationalistes n'ont jamais cessé de progresser et d'irriguer au quotidien la vie des guadeloupéens. On citera juste l'introduction du créole et du « gwo ka », tambour des esclaves rebelles terreur de la bonne société, qui trône désormais à l'église, accompagnant les offices religieux, la pratique du créole dans les médias et à l'école qui s'est affirmée et le LKP de 2009 qui porte aujourd'hui la revendication paysanne *manjé sa nou ka produi é produi sa ka nou ka manjé* (manger ce qu'on produit, produire ce qu'on mange), manière d'expédier le pacte colonial³ plus haut que Carrero⁴.

À ce futur déjà présent dans le réel guadeloupéen, fait écho à l'irréfragable futur décolonisé de la Kanaky Nouvelle Calédonie. Ainsi, au journal *La Dépêche de Nouvelle-Calédonie* qui brandissait, avant le scrutin, son 80 % de non à la pleine souveraineté, Caroline Machoro⁵ avait opposé une réalité grosse de futur : « les calédoniens n'ont plus peur de l'indépendance ». À 17000 km on mesure mal la portée d'une telle



affirmation. En effet : « la peur : combien de divisions ? » Une par archipel !

Dit-on indépendance en Guadeloupe et Martinique et d'emblée le spectre haïtien est brandi. À la Réunion c'est le repoussoir mauricien qu'on agite. Enfin, dit-on indépendance à Nouméa et c'est le Vanuatu qui fait épouvantail. Comme si le sous-développement de ces nations, parmi les plus pauvres de la planète, était le sort inéluctable des dominés assez insensés pour se hisser à hauteur d'humanité. N'avoir plus peur, dans les colonies c'est, sans la permission des dominants, s'être rétabli dans sa dignité de femmes et d'hommes. Et la dignité kanake est contagieuse. Pour faire les 46% qui affermissent le processus « décolonial », il a fallu le gros des voix Kanaks et en plus, bien des voix caldoches. Ensemble, elles bougent le rapport de force entre émancipation et domination.

● Catherine Destom-Bottin

1. Pierre Messmer, "Lettre à Xavier Deniau secrétaire d'Etat aux DOM-TOM", cité par citée par Claude Gabriel, Claude Jacquin, Vincent Kermel, *Nouvelle Calédonie, la révolte kanake*, La Brèche, Paris, 1985, p. 51. Lisible [ici](#)

2. Danik I. Zandwonis, *Guadeloupe. L'indépendance est plus proche qu'on ne le dit* <http://7seizh.info/2014/12/11/guadeloupe-lindependance-est-plus-proche-quon-ne-le-dit/>,

3. Le pacte colonial (appelé aussi régime de l'Exclusif) est un régime d'échange imposé par les pays européens à leurs colonies au XVIIème siècle et selon lequel la colonie ne peut importer que des produits provenant de la métropole tandis qu'elle ne doit exporter que vers celle-ci.

Le pacte colonial maintenu : <https://bouamamas.wordpress.com/2018/06/15/loeuve-negative-du-colonialisme-francais-aux-antilles-la-production-et-la-reproduction-dune-pigmentocratie/>

4. Du slogan prisé à gauche suite à l'attentat dynamite qui projeta Luis Carrero Blanco successeur annoncé de Franco par-dessus les toits

5. Caroline Machoro militante indépendantiste membre de l'Union calédonienne, préside le groupe du Front de libération nationale kanak et socialiste (FLNKS) au Congrès de la Nouvelle-Calédonie de 2011 à 2014 est l'une des signataires de l'accord de Matignon du 26 juin 1988.

Invitation

Le processus de construction de la nouvelle formule de Cerises est maintenant bien entamé. L'équipe provisoire s'est déjà élargie, un numéro spécial et deux numéros 0 sont sortis, un 3^{ème} est en cours de préparation.

L'étape de janvier, avec une nouvelle maquette, un nouveau site, un nouveau nom approche. Nous proposons de faire le point avec celles et ceux qui partagent notre objectif développé dans le Manifeste pour un nouveau *Cerises* (<http://www.cerisesenligne.fr/file/archive/cerises-0.pdf>), avec celles et ceux qui ont contribué aux précédents numéros, avec celles et ceux qui veulent contribuer aux prochains numéros, le dimanche 2 décembre de 9h45 à 13h, 26 rue Malmaison à Bagnolet, métro Galliéni, ligne 3.

Nous invitons les lecteurs à nous faire part de leurs remarques avant le 30 novembre, et à s'inscrire le cas échéant à la rencontre du 2 décembre sur la plate-forme citoyenne en envoyant un message à cerises@plateformecitoyenne.net.

● L'équipe de *Cerises* en transition

***Cerises* est en transition. Le noyau provisoire de la nouvelle équipe est constitué de Benoit Borrits, Catherine Destom-Bottin, Laurent Eyraud-Chaume, Emile Fabrol, Bénédicte Goussault, Alain Lacombe, Sylvie Larue, Laurent Lévy, André Pacco, Makan Rafatjou, Daniel Rome, Pierre Zarka, militant-e-s de l'émancipation cheminant au sein de l'ACU, d'Attac, de l'Association Autogestion, du réseau AAEF, d'Ensemble, de FI, du NPA, de l'OMOS...**

Comme dit dans le Manifeste <http://www.cerisesenligne.fr/article/?id=5930> nous voulons élargir l'équipe et fédérer d'autres partenaires.

Pour donner votre avis sur la nouvelle formule
cerises@plateformecitoyenne.net

Abonnement gratuit en ligne <http://plateformecitoyenne.net/cerises>
www.cerisesenligne.fr